
Jour de séance 71

le mardi 10 mai 2022

13 h

Prière.

L'hon. M^{me} Scott-Wallace offre ses condoléances à la famille du regretté LeRoy Armstrong, ancien député libéral provincial de Kings-Est, de 1995 à 1999 et de 2003 à 2006.

Après les questions orales, le président de la Chambre rappelle aux parlementaires que les questions supplémentaires doivent se rapporter à la question initiale.

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition appuyant l'interdiction concernant l'épandage de glyphosate dans la gestion des forêts de la Couronne. (Pétition 44.)

M^{me} Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à arrêter l'aménagement et l'exploitation de carrières dans le village de Calhoun. (Pétition 45.)

M. Wetmore, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 10 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son deuxième rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 5, 6, 7, 8, 12, 13, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28 et 29 avril pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 1^{er} avril 2022.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Ross Wetmore, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2022-2023
COMPTE ORDINAIRE

	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	45 451 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	45 404 000
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Services généraux et autres services d'enseignement.....	92 768 000
Districts scolaires.....	1 252 306 000
Développement de la petite enfance.....	227 554 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	1 572 581 000
 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Services généraux et financement communautaire.....	2 244 000
Politiques, sensibilisation et engagement du public.....	1 118 000
Gouvernements locaux.....	151 117 000
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme ...	317 000
Autorisations et conformité.....	7 120 000
Science et protection de l'environnement.....	4 155 000
Secrétariat des changements climatiques.....	1 585 000
Moins : crédits législatifs.....	94 000
Votés.....	167 562 000
 BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique, et secrétariat du Conseil exécutif.....	3 498 000
Communications gouvernementales.....	6 802 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur.....	455 000
Direction de l'égalité des femmes.....	4 639 000
Votés.....	15 394 000
 MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR	
Affaires budgétaires et financières.....	851 000
Services généraux.....	5 601 000
Gestion de la trésorerie et politique fiscale.....	2 692 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines.....	4 777 000
Bureau du chef de l'information.....	7 396 000
Bureau du contrôleur.....	3 054 000
Administration du revenu.....	5 413 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	29 737 000

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Affaires autochtones	7 157 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	7 110 000
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel	455 000
Planification des ressources organisationnelles	31 619 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi	688 000
Affaires intergouvernementales	8 027 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	7 980 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires	85 630 000
Moins : crédits législatifs	180 000
Votés	85 450 000
Programme de distribution de gaz naturel.....	14 000 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux.....	344 723 000
Moins : crédits législatifs	2 000
Votés	344 721 000
Provision pour pertes	14 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations.....	65 300 000
Services Nouveau-Brunswick	194 061 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	194 014 000
Provision pour fonds supplémentaires	289 031 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Services ministériels et autres services de santé	210 001 000
Assurance-maladie	747 850 000
Régimes d'assurance-médicaments.....	238 238 000
Services de santé de la partie III	2 004 867 000
Plan provincial de la santé.....	38 430 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	3 239 339 000
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Division de la sécurité technique et des services ministériels	17 282 000
Division de la sécurité communautaire	191 354 000
Division de la sécurité et des urgences.....	47 336 000
Cabinet du procureur général	21 981 000
Division des services à la justice.....	25 468 000
Aide juridique	10 855 000

Moins : crédits législatifs	94 000
Votés	314 182 000
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités	9 162 000
Moins : crédits législatifs	4 272 000
Votés	4 890 000
Bureau de l'Assemblée législative	4 065 000
Bureau du vérificateur général	3 408 000
Bureaux des chefs et des membres des partis politiques	
enregistrés	2 247 000
Moins : crédits législatifs	95 000
Votés	2 152 000
Élections Nouveau-Brunswick	12 699 000
Bureau de l'ombud	1 790 000
Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés	1 398 000
Commissariat aux langues officielles	735 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances	601 000
Bureau du commissaire à l'intégrité	330 000
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	
Administration	8 031 000
Ressources naturelles	84 425 000
Énergie et mines	6 547 000
Gestion des terres	2 728 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	101 684 000
CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration	1 516 000
Moins : crédits législatifs	67 000
Votés	1 449 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration et services de développement des entreprises ...	15 272 000
Aide financière	25 000 000
Croissance démographique	9 843 000
Investissements stratégiques — productivité/compétitivité mondiale	5 000 000
Votés	55 115 000
AUTRES ORGANISMES	
Entités consolidées	398 151 000
Moins : crédits législatifs	398 151 000
Votés	0

Conseil des premiers ministres de l'Atlantique.....	642 000
Société de l'inclusion économique et sociale.....	2 802 000
Commission du travail et de l'emploi.....	655 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick.....	671 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick.....	468 000
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées....	304 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Travail et services stratégiques.....	12 134 000
Affaires postsecondaires.....	483 833 000
TravailNB.....	137 325 000
Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick....	15 674 000
Apprentissage et certification professionnelle.....	7 449 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	656 368 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Projets de développement et opérations.....	50 637 000
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique.....	634 000 000
Moins : crédits législatifs.....	629 100 000
Votés.....	4 900 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services généraux et autres.....	11 056 000
Aînés et soins de longue durée.....	860 463 000
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse.....	155 484 000
Sécurité du revenu.....	246 995 000
Services d'habitation.....	120 132 000
Autres prestations.....	73 443 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	1 467 526 000
MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Administration.....	2 957 000
Parcs et sentiers.....	12 551 000
Culture, patrimoine et sport.....	35 803 000
Tourisme.....	17 433 000
Moins : crédits législatifs.....	47 000
Votés.....	68 697 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Administration.....	15 193 000
Politiques et affaires législatives, partenariats stratégiques et corridors commerciaux.....	1 783 000
Entretien.....	90 438 000

Entretien pendant l'hiver.....	73 967 000
Construction des ponts et des routes	3 011 000
Groupe des bâtiments.....	138 709 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick.....	26 800 000
Moins : crédits législatifs	24 809 000
Votés	325 092 000

COMPTÉ DE CAPITAL

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES

Biens d'équipement.....	65 000
Infrastructure stratégique	400 000
Votés	465 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Écoles publiques – Biens d'équipement.....	1 745 000
--	-----------

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Districts de services locaux	1 000 000
------------------------------------	-----------

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Hôpitaux publics – Biens d'équipement	27 050 000
---	------------

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET
DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE

Remise en état de mines.....	250 000
Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers	6 920 000
Infrastructure du Sentier NB Trail	750 000
Votés	7 920 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE,
DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL

Programme d'entretien reporté	2 000 000
-------------------------------------	-----------

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Canada - Nouveau-Brunswick : Entente bilatérale intégrée.....	16 500 000
Initiative en matière d'infrastructure stratégique	18 500 000
Votés	35 000 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers	9 000 000
Services des foyers de soins – Entretien	3 000 000
Votés	12 000 000

MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Amélioration des installations.....	4 400 000
Infrastructure stratégique	4 620 000
Votés	9 020 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Ponts.....	60 886 000
Routes	181 125 000
Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités.....	15 000 000
Programme fédéral-provincial à frais partagés	81 834 000
Agence de gestion des véhicules.....	22 000 000
Travaux publics et infrastructure	289 749 000
Moins : crédits législatifs	26 970 000
Votés	623 624 000
PRÊTS ET AVANCES	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick ...	1 600 000
Programmes de prêts.....	9 500 000
Votés	11 100 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Aide financière à l'industrie.....	50 000 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Avances de prêts aux étudiants	69 900 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de développement	5 000 000
Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de roulement d'urgence pour les petites entreprises	5 000 000
Votés	10 000 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Habitation.....	3 224 000
BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2020-2021, VOLUME II COMPTE ORDINAIRE	
	Votés (\$)
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Provision pour pertes	1 040 520,67

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Direction des inspections et de l'application de la loi.....	882 869,66
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	
Énergie et mines.....	5 431 654,03
COMPTE DE CAPITAL	
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Hôpitaux publics – Biens d'équipement	3 533 284,69
PRÊTS ET AVANCES	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Programmes de prêts de fonds de roulement pour les petites entreprises du Nouveau-Brunswick	168 208,96

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

- par l'hon. M. Steeves :
- 101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits ;*
 - 102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits.*

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 101 et 102 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

Sont lus une deuxième fois les projets de loi suivants :

- 101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits ;*
- 102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits.*

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

- 101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits ;*
- 102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :

103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M^{me} Shephard :

104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;

par l'hon. M^{me} Green :

105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;

106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux* ;

par l'hon. M. Savoie :

107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;

108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue* ;

par l'hon. M. Cardy :

109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance* ;

par l'hon. M. Allain :

110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale* ;

par l'hon. M. Holder :

111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* ;

112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi* ;

par l'hon. M. Hogan :

113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, remet un message de S.H. la lieutenant-gouverneure au président, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 10 mai 2022

S.H. la lieutenant-gouverneure a pris connaissance du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité*, qu'elle recommande à la Chambre conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

La lieutenant-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 99, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98 et 100 soit appelée.

L'hon. M. Savoie donne avis que, le mercredi 11 mai 2022, la deuxième lecture des projets de loi 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112 et 113 sera appelée.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 99 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 86 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 87 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 88 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 89 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 90 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 91 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 92 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 93 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 94 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

La séance est levée à 18 h.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 41	(7 avril 2022) ;
réponse à la pétition 42	(13 avril 2022) ;
rapport annuel du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour 2020-2021	(19 avril 2022) ;
réponse à la pétition 43	(19 avril 2022) ;
rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour 2020-2021	(21 avril 2022) ;
<i>Suivi conjoint des recommandations formulées à la Société des loteries de l'Atlantique, rapport du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, avril 2022</i>	(26 avril 2022) ;
rapport annuel de la Société de Kings Landing pour 2020-2021	(29 avril 2022) ;
<i>Rapport à l'Assemblée législative : Questions et recommandations découlant de la décision du Ministère de la Santé et du Ministère de l'éducation et du développement de la petite enfance de lever certaines restrictions relatives à la COVID-19 dans les écoles du Nouveau-Brunswick, Kelly A. Lamrock, c.r., défenseur des enfants, des jeunes et des aînés du Nouveau-Brunswick, le 21 avril 2022</i>	(3 mai 2022).